



# Arguments de peu de poids

Mariage « pour tous », mariage « homo », mariage « gay »... Le sujet, en dépit de sa dénomination mal posée, fait débat. Or, dans tout débat, normalement, on échange des arguments (à condition que l'occasion en soit donnée et qu'il se trouve des gens pour débattre !). On écoute alors calmement les arguments de ceux avec lesquels on n'est pas d'accord. On les reçoit, on les décortique. On développe ensuite les siens. Puis chacun conclut en fonction de son intelligence des choses, de sa raison, de ses convictions.

Il y a plus : pour bien débattre il faut présumer la bonne foi de l'autre. Reconnaissons que c'est le plus dur (et le plus rare). Mais c'est le plus nécessaire. Sinon, il n'y a pas débat mais combat, cris, fureurs et méchancetés. Parfois hystérie. Sans épuiser le sujet, proposons ici, de manière personnelle et orientée, d'examiner certains des arguments le plus souvent entendus dans la bouche de partisans de la loi annoncée. Nous offrirons ce bouquet de brindilles rhétoriques aux manifestants qui vont se geler joyeusement, ce dimanche, sur le pavé parisien...

**AILLEURS.** « *Le mariage homosexuel existe ailleurs, dans des pays qui ne sont pas habités par des sauvages. Cela se passe très bien. La société n'est pas sens dessus dessous.* » Le fait que certains États aient adopté une législation, dans ce domaine comme dans d'autres, en quoi cela peut-il (doit-il) entraîner la même chose en France ? Il y a des lois que l'on n'est pas contraint de considérer comme bonnes sous prétexte que d'autres les ont adoptées. Et puis, de quel pays s'inspirer ? Pourquoi tel plutôt que tel autre ? Exemple limite : dans le domaine des lois sociales, imiterait-on la Chine ?

**RETARD.** Variante de l'argument précédent : « *La France est très en retard sur la question. Cette loi est une avancée.* » Cette notion de « retard » sert et ressert sans cesse, à propos de tout et de rien. On nous dit en retard sur les lois du travail, sur l'éducation scolaire, sur l'usage des nouvelles technologies, etc. C'est quoi un « retard » ? Serait-ce le fait d'être prudent, avisé, de tenir à ce que l'on est, de ne pas prendre la bougeotte légale pour un but en soi ?

**MAJORITÉ.** « *Une majorité de Français, d'après les sondages, sont pour le mariage homosexuel.* » Certes, et alors ? Si on demandait aux Français leur avis sur la suppression des impôts, ferait-on pour autant une loi en ce sens ? Rétablirait-on la peine de mort, le jour où ils se rallieraient à cette idée ? La majorité n'a pas forcément raison (ni les minorités toujours tort).

**DROITE.** « *La droite est contre. Preuve que c'est bel et bien un projet de gauche.* » Qui a décidé de ce projet, en effet, sinon la gauche en campagne électorale, au printemps dernier ? Mais est-on bien sûr que cette même gauche se reconnaît intégralement dans cette affaire ? L'embarras est perceptible dans certains rangs de ladite gauche. Parmi ceux qui pensent que les « marqueurs de gauche » devraient se situer sur le plan économique et social plutôt que dans le vaste champ du « sociétal ».



Le regard d'Annie Goetzinger

**ÉGLISE.** « *Les religions, et particulièrement l'Église catholique, n'ont pas à se mêler de cette affaire.* » On se souvient de la délicate remarque de l'amiral de Joybert demandant aux évêques, à propos de la « force de frappe », de se « mêler de leurs oignons ». De quoi devraient donc s'occuper les religions si elles n'avaient plus la possibilité de se mêler des affaires humaines, éthiques, liées ou pas à la famille ? De la défense des petits oiseaux et de la fonte des glaciers ?

**ENFANTS.** À propos de l'adoption : « *Il y a des enfants malheureux dans les couples hétérosexuels.* » C'est parfaitement exact. Mais en quoi cela garantit-il que le bonheur des enfants adoptés par des couples homosexuels puisse être égal, voire supérieur, à celui des enfants d'hétéros ? Le désir d'enfant (qui n'est pas celui de l'enfant) justifie-t-il à lui seul qu'on vérifie la chose à plus grande échelle ?

**RÉACTIONNAIRE.** « *Les opposants au projet sont réactionnaires.* » Il faudrait s'entendre une bonne fois pour toutes sur ce concept. Un réactionnaire est celui qui refuse tout progrès et, même, rêve de revenir aux situations d'avant. En cette affaire, pour taxer les autres de réactionnaires il faudrait d'abord établir en quoi nous serions face à un progrès. Et en quoi, du coup, s'y opposer serait affreusement « réac ».

**LIBERTÉ.** « *Toutes les religions sont contre, voilà bien la preuve que c'est un combat pour la liberté. Car les religions sont toujours contre les libertés.* » Voilà un argument qui rassure ceux qui l'emploient plus qu'il ne convainc ceux qu'il vise. On ne sache pas que les opposants au projet se sentent esclaves, enchaînés par les « chefs religieux » (expression débile et répandue). Ils auraient plutôt le sentiment de vivre joyeusement la « liberté des enfants de Dieu ». L'argument les fait rire, car en plus d'être libres ils sont charitables...

**SOCIÉTÉ.** « *C'est un sujet de société, n'y mêlez pas la politique, ni les enfants des écoles.* » Ah bon, un sujet « de société » qui se trouve au cœur d'un projet de loi, voulu par l'exécutif, soumis au législatif avant d'être mis en place sous contrôle administratif puis judiciaire, ce n'est pas « politique » ? Mais alors, où est la politique ? Dans les questions annexes, dans l'art de composer des majorités, dans les amicales, les fraternelles, les lobbys, les regroupements opportunistes, les mauvaises « affaires » qui font la joie des gazettes, dans les polémiques genre Depardieu, dans la corruption, dans les rivalités de personnalités, mais pas dans les « sujets de société » ? On croyait que la politique c'était l'art de faire vivre ensemble les gens en société. Il faudra très vite enseigner aux élèves ce qu'est la politique...

**ÉGALITÉ.** « *Le projet de mariage pour tous est un projet qui vise à l'égalité entre tous les Français par l'exercice d'une liberté.* » Nous avons eu déjà l'occasion de souligner le caractère spécieux de l'argument. Il n'est pas vrai que nous serons, demain, tous égaux face au mariage. Nous n'aurons pas la possibilité (on ne la réclame pas, mais c'est pour la démonstration...) d'épouser des mineurs (mineures). Ni de nous marier avec des membres de notre fratrie. Ni de convoler en de justes noces avec notre père ou notre mère. On ne s'en plaint pas mais c'est pour dire que le principe d'égalité et de liberté, brandi comme le comble du sacré, a toujours des limites. Que ce n'est pas un absolu. Il y a des bornes à la liberté et des limites à l'égalité. Ne faisons pas semblant de croire l'inverse.

**ÉMOTION.** « *Refuser ce projet c'est refuser le droit au bonheur à une partie des Français. Leur aspiration à ce bonheur est déchirante et doit être entendue.* » Nous avons tous en tête des témoignages en effet émouvants. Dans ce débat comme dans d'autres (fin de vie, par exemple), sont produits des cas à vous tirer des larmes. Cependant, il faut veiller à ce que le principe d'émotion ne devienne pas le fil directeur des législations. Les larmes et les lois ne sont pas du même ordre. Comme l'émotionnel et le rationnel se heurtent dans toute vie.